

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EST GRANULATS

Espace Plein Sud II
12B rue des Hérons
67960 Entzheim

Code AIOT : 0006700055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement EST GRANULATS implanté Oberrhieth - Nonnenweierschlag - Kastlau - ZERC4 - 67150 Gerstheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST GRANULATS
- Oberrhieth - Nonnenweierschlag - Kastlau - ZERC4 - 67150 Gerstheim
- Code AIOT : 0006700055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Est Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires à Gerstheim. L'extraction est réalisée en eau à la drague à grappin. Les matériaux extraits sont traités sur place avant d'être en majorité expédiés par voie fluviale. L'exploitant extrait actuellement les matériaux dans la partie ouest du plan d'eau (mise en eau de la zone en progression par décapage vers l'ouest).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, par courrier du 28/03/2023, un projet d'approfondissement de l'extraction, à une profondeur de 80 m sous le niveau naturel des terrains, pour 60 mètres autorisés aujourd'hui. Dans sa demande :

- l'exploitant ne fournit pas de justification technico-économique argumentée de son projet de modification (point 7.2.1.1) où ne sont pas chiffrés les volumes d'extraction concernés par le dossier, les volumes de déchets inertes supplémentaires, les aspects techniques impactés par l'approfondissement, notamment sur les installations d'extraction ;
- l'exploitant ne fournit pas de justification de la stabilité du plan d'eau, et notamment de la berge est (au long du Brunnwasser) (point 7.2.3.1 sur les risques naturels ou technologiques).

Aussi, dans sa demande, l'exploitant présentait un projet d'activité de transit de matériaux minéraux sur le site (rubrique ICPE n°2517). Lors de la visite, l'exploitant indiquait ne pas poursuivre ce pan du projet. L'inspection demande à l'exploitant de produire un complément à son dossier du 28/03/2023 permettant l'instruction de sa demande finale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	STABILITÉ DE LA BERGE EST	AP Complémentaire du 25/02/2022, article 3	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 25.3	Sans objet
3	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets - conformité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
5	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17/09/2025 a porté sur le suivi de l'exploitation en relation avec les projets de modifications de l'exploitant. Les constats de la visite n'appellent pas de remarque de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : STABILITÉ DE LA BERGE EST

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/02/2022, article 3
Thèmes : Autre, STABILITÉ DE LA BERGE EST
Prescription contrôlée : L'exploitant fait établir, sur la base des derniers relevés bathymétriques, des profils répartis tous les 100 mètres le long de la berge est de la carrière de Gerstheim (zone située le long du Brunnwasser). Sur la base de ces profils, l'exploitant analyse la conformité des pentes des talus aux dispositions

de l'article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 11/08/2009.

Il transmet les profils et les résultats de l'analyse à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si l'analyse des profils met en évidence des pentes non-conformes aux dispositions de l'article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 11/08/2009, l'exploitant présente des éléments géotechniques relatifs à la stabilité des talus et, si nécessaire des actions correctives ou préventives, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a présenté les plans et coupes dont les levés topométriques et bathymétriques sont datés du 29/07/2025.

Les éléments présentés par l'exploitant ne manifestent pas d'instabilité ou d'évolution de la berge EST (berge longeant le Brunnwasser).

L'exploitant ayant un projet d'approfondissement de la limite d'extraction, une synthèse des coupes et une analyse de la stabilité de la berge et du plan d'eau dans son ensemble sont attendus en complément du dossier porté à connaissance du 08/03/2023, conformément aux indications du courrier du 28/11/2023.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 25.3

Thèmes : Autre, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

[...] Ph [...] Titre hydrothimétrique [...] Conductivité [...] Chlorures, sulfates, nitrates F [...] Carbone Organique Total [...] Hydrocarbures totaux [...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports des analyses des eaux souterraines du 18/03/2025.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thèmes : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction, les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le PGDE indique les stockages des déchets d'extraction, mis en œuvre dans : <ul style="list-style-type: none">• le réaménagement coordonné du site ;• les aménagements du site pour la sécurité (merlons) ;• les aménagements du site pour la conduite de l'exploitation (pistes, etc.). Les stockages des déchets d'extraction sont corroborés sur le PGDE et sur le plan d'exploitation de la carrière et n'appellent pas de remarque de l'inspection.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des déchets - conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thèmes : Autre, Présence d'un PGD de moins de 5 ans et cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) est communiqué à l'inspection, il couvre la période quinquennale janvier 2022 - janvier 2027.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A – vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thèmes : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A

Prescription contrôlée :

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19/04/2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

L'exploitation du site ne comprend pas d'installation de stockage de déchet de catégorie A.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thèmes : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Constats :

Les zones de stockages des déchets inertes d'extraction du site sont des zones de réaménagement du site (fines) et des merlons (terres de décapages), matérialisées sur le plan d'exploitation.

Type de suite proposée : Sans suite
